

PRÉFET DE LA VENDÉE

Arrêté n°20-DRCTAJ/1- 97

mettant en demeure la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES (HGCT) de régulariser la situation administrative de l'installation de fabrication de ciment qu'elle exploite sur la commune de Bournezeau

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1 (intérêts protégés), L.122-1 et suivants (autorisation environnementale), R.511-9 (nomenclature) L.514-5, L. 512-6-1 et R.512-39-1 à 3 (cessation d'une activité soumise à autorisation) ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement n°17-DRCTAJ1-510 du 13 juillet 2017 autorisant la société HGCT à exploiter, sur le territoire de la commune de Bournezeau, une installation relevant de la rubrique 2515 de la nomenclature des installations classées ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 janvier 2020 suite à la visite du 13 janvier 2020 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu la réponse de l'exploitant du 30 janvier 2020 ;

Considérant que lors de la visite du 13 janvier 2020 l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté la présence de désulfogypse en provenance des installations de désulfuration des fumées de la centrale EDF de Cordemais, au sein de l'installation précitée ;

Considérant que le désulfogypse identifié est considéré comme un déchet non dangereux non inerte et qu'il n'est à ce jour pas sorti de son statut de déchets ;

Considérant que l'intitulé de la rubrique 2515 « Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation » ne permet pas l'usage de déchets non dangereux non inertes ;

Considérant qu'il ressort de l'enquête réalisée par l'inspection que ce déchet est utilisé pour la fabrication de liant hydraulique pouvant s'apparenter à un ciment et que cette production peut être supérieure à 5 t/j ;

Considérant qu'au vu de la nomenclature des installations classées et du statut de déchets du désulfogypse, la rubrique 2520 - Fabrication de ciments – est adaptée à la nature du produit fabriqué et qu'au vu de la capacité de production du site le régime de l'autorisation s'applique à cette installation ;

Considérant que la rubrique relative au tri/transit/regroupement de déchets non dangereux non inertes (2716) s'applique également à cette installation et qu'il sera nécessaire à l'exploitant de définir la capacité (en m³) de cette activité pour définir le classement de cette activité (enregistrement ou déclaration) ;

Considérant que l'installation - dont l'activité a été constatée lors de la visite du 13 janvier 2020 - relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2520 et est exploitée sans l'autorisation nécessaire en application de l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'un arrêté de mesures conservatoires est proposé suite à l'inspection du 13 janvier 2020 afin d'encadrer l'installation par des prescriptions renforcées pendant cette période de régularisation encadrée par le présent acte ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES de régulariser sa situation administrative ;

A R R E T E

Article 1. Objet de la mise en demeure

La société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES, dont le siège social est localisé à la Bretauière sur la commune des Rives de l'Yon (Chaillé sous les Ormeaux, commune de Rives-de-l'Yon), est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son installation de fabrication de ciment qu'elle exploite sur la commune de Bournezeau au droit des parcelles XR64, XR65, XR66 et XR100 :

- En déposant un **dossier de demande d'autorisation** en préfecture conformément au L.122-1 et suivants du code de l'environnement,

OU

- En **cessant ses activités et en procédant à la remise en état** prévue à l'article L.512-6-1 du code de l'environnement et explicitée par les articles R.512-39-1 (mise en sécurité), R.512-39-2 (avis du maire et du propriétaire sur la proposition d'usage et la remise en état) et R.512-39-3 (mémoire de cessation) du même code et en procédant à l'évacuation totale du désulfogypse présent sur site.

Article 2. Délai de réalisation

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- Dans le cas où il opte pour la **cessation d'activité**, celle-ci doit être **effective dans les deux mois** et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- Dans le cas où il opte pour **pérenniser l'activité d'extraction** l'exploitant dépose d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de **quatre mois**. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justificatifs du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.) ;

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 3. Non-respect des délais

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu à l'article 2, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 4. Dispositions administratives

Article 4.1. Délais et voies de recours

En application de l'article L.221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes peut être saisi par voie de recours formée contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 4.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune : un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

Article 4.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

Article 4.4. Pour application

Le secrétaire général de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La Roche sur Yon, le
Le préfet,

19 FEV. 2020

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vendée

François-Claude PLAISANT

Arrêté n°20-DRCTAJ/1- *97* mettant en demeure la société HOFFMANN GREEN CEMENT TECHNOLOGIES (HGCT) de régulariser la situation administrative de l'installation de fabrication de ciment qu'elle exploite sur la commune de Bournezeau

